

Le bien-être animal, une bête aux intérêts multiples

Par Nicolas Mesly

Le Québec, comme une île, a vécu en dehors du débat sur le bien-être animal en Amérique du Nord et en Europe. Georges Laraque, l'ancien dur à cuire du Canadien, veut changer cette donne. Mais dans cet enjeu de société aux intérêts multiples, personne ne peut ignorer que le confort des animaux va de pair avec le bien-être des producteurs. Et qu'il y a un prix à payer au comptoir des viandes, des œufs et des produits laitiers.

PHOTO : ISTOCKPHOTO



PHOTO : PARTI VERT DU CANADA

La croisade de Georges Laraque

L'ex-dur à cuire du Canadien a d'abord accepté de donner une entrevue au *Coopérateur agricole*. Puis nos nombreux appels et courriels sont restés lettre morte. Mais sur son site Web et dans le documentaire *Terriens*, M. Laraque donne les raisons rattachées à l'éthique de son nouveau combat. En voici l'essentiel.

« Si les abattoirs avaient des vitres, ne deviendrions-nous pas tous végétariens? », demande Georges Laraque dans ce documentaire. Il précise qu'en achetant de la viande, le consommateur perpétue le massacre annuel de six milliards d'animaux aux États-Unis seulement. Pendant une heure 30, l'ex-hockeyeur pugiliste narre d'un ton monocorde la traduction française du film américain *Earthlinks*, où le traitement des animaux par les hommes est comparé à un nouvel holocauste.



PHOTO : COURTOISIE DE ANNE MARIE DE PASSILLÉ

Selon la professeure Anne Marie de Passillé, les producteurs devraient « prendre le taureau par les cornes » en se montrant très proactifs dans ce débat de société au lieu de se faire imposer des normes.

Le documentaire choquant, diffusé une première fois à Montréal en janvier 2010, zoome entre autres sur les pratiques d'élevage « industrielles ». Écornage des veaux à la grosse tenaille sans anesthésie; séparation du veau de la mère deux jours après la naissance, élevé sans lumière pour qu'il devienne une pâle escalope; truies confinées toute leur vie dans des cages de gestation comme « des machines à reproduction »; castration, ablation de la queue, rognage des dents chez les porcelets; débéquage des poussins; élevage des poules en batterie... Le film montre entre autres des ramasseurs psychopathes en train d'enfourner sans ménagement des volatiles dans des cages pleines à craquer. L'un d'entre eux saute à pieds joints sur les poulets comme on presse des raisins.

Dans une autre séquence, un sadique prend son pied à torturer une truie à coups de bâton dans l'allée d'une porcherie en la traitant de « salope ».

« J'ai décidé de devenir officiellement végétalien en juin 2009, après avoir vu ce film, dit Georges Laraque. Quand vous êtes végétarien, vous éliminez le poisson et la viande. Mais lorsque vous êtes en plus végétalien, vous devez supprimer tous les produits laitiers ainsi que tout ce qui vient des animaux [NDLR : y compris les vêtements en cuir]. »

Mais peut-on vraiment, à partir de ce documentaire, affirmer que la production de viande – des producteurs agricoles à l'abattoir – est régie par des bourreaux?

LE QUÉBEC, UNE ÎLE?

« Le Québec a jusqu'ici échappé au débat sur le bien-être animal, peut-être à cause de la langue. Mais cette question est au centre d'un véritable débat de société dans le Canada anglais, aux États-Unis et en Europe », explique Anne Marie de Passillé, spécialiste du bien-être animal au Centre de recherches agroalimentaires du Pacifique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à Agassiz, en Colombie-Britannique. ►

Georges Laraque comble ce vide. L'ex-athlète du Canadien s'associe avec la plus grande organisation de défense des droits des animaux, People for the Ethical Treatment of Animals, mieux connue sous le sigle PETA. Enracinée à Hollywood, PETA a l'appui d'une brochette de vedettes, dont la plantureuse Pamela Anderson ou encore l'ex-chanteur des Beatles, sir Paul McCartney. Les campagnes percutantes « McCruelty » ou « KFCruelty », signées PETA et menées contre les grandes chaînes de *fast-food* McDonald's et PFK (Poulet frit Kentucky), ont retourné l'estomac de la clientèle. Question de soigner leur image, ces Goliath alimentaires ont obligé leurs fournisseurs à de nouvelles pratiques d'élevage, de transport et d'abattage.

« Il semble que cette approche non législative n'a pas complètement satisfait les critiques de l'élevage intensif ni les consommateurs », poursuit Mme de Passillé. Une organisation sœur du PETA, The Humane Society of the United States, est à l'origine des campagnes de bien-être animal dans plusieurs États, où l'on permet des référendums sur la question.

UNE STRATÉGIE QUÉBÉCOISE

Il est difficile de prévoir quel sera l'effet « Laraque » dans la Belle Province. Cela au moment où Québec a amorcé depuis juin dernier un processus de consultation pour peaufiner sa stratégie sur le bien-être animal. La présente loi québécoise touchant à la protection de la santé et au bien-être des animaux (la *Loi sur la protection sanitaire des animaux*) « s'applique seulement aux chiens et aux chats, et ne couvre pas les animaux de ferme », explique D^{re} Hélène Trépanier, responsable du processus de consultation sur cette stratégie au MAPAQ. Interviewée peu après le scandale du mauvais traitement des pensionnaires de la fourrière Le Berger Blanc, elle dit ne pouvoir fournir de statistiques précises sur le nombre de cas de cruauté animale en milieu agricole.

Hélène Trépanier distingue toutefois deux catégories d'éleveurs problématiques, soit : « Des producteurs ou des propriétaires de fermettes. Dans les deux cas, ces gens ont beaucoup de problèmes personnels ou souffrent de dépression. Ces problèmes cachent surtout une véritable misère humaine. »

À l'heure actuelle, il est très difficile pour les autorités d'intervenir afin de saisir et de sauver des bêtes de ferme. Ces animaux relèvent du *Code criminel* et il faut prouver devant un juge que la personne a eu l'intention de leur faire mal,

ce qui est presque une mission impossible. L'intervention du MAPAQ se limite à prodiguer des conseils au propriétaire. Mais celui-ci retombe souvent dans la négligence.

« La nouvelle *Loi sur la protection sanitaire des animaux* [loi P-42] nous permettrait dans des cas extrêmes de retirer des animaux d'une ferme ou d'une fermette en nous basant sur leur état plutôt que sur les intentions du producteur », précise D^{re} Trépanier. Les questions sur le bien-être animal pourront être débattues sur le site en ligne du MAPAQ dès cet automne. Une soixantaine d'intervenants, dont la SPCA canadienne (Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux), se sont inscrits dans ce processus. Mais cette liste ne compte aucun groupe de consommateurs, ni Georges Laraque.

UNE OCCASION D'AFFAIRES

Sur son site Web, Georges Laraque vante les effets bénéfiques de son nouveau régime alimentaire. Les végétariens courent moins de risques que les mangeurs de viande de souffrir de maladies du cœur, de certains cancers et d'obésité, dit-il en citant les associations canadienne et américaine de diététistes. Et il invite ses lecteurs à devenir végétariens ou végétaliens pour sauver la vie de milliards de bêtes, améliorer le sort du monde et celui de leur portefeuille (la viande coûte cher). L'ex-athlète professionnel entend bien tirer parti de ses nouvelles convictions. Il fait entre autres la promotion de Terrasphere, une société productrice d'équipement et de légumes hydroponiques de Vancouver. Ainsi que de Crudessence, une petite entreprise montréalaise de restaurants-traiteurs branchée et spécialisée dans l'alimentation végétarienne sans cuisson. ►



PHOTO : LA COOP FÉDÉRÉE



Élever une génisse de 0 à 24 mois coûte entre 2700 \$ et 2800 \$, et Alphonse Pittet traite ses génisses aux petits oignons. Leur confort est primordial, puisqu'il s'agit de « l'avenir du troupeau ». Le producteur envisage de leur faire construire une nouvelle étable. Son coût : un million de dollars!

PHOTO : NICOLAS MESIV

Bien-être animal : Alphonse Pittet prend le taureau par les cornes

L'écornage est la chose la plus souffrante dans la vie d'une génisse. Si on écorne une bête âgée de plus de deux mois, elle s'en souvient toute sa vie! explique Alphonse Pittet. L'éleveur de Saint-Tite juge que cette mémoire d'éléphant est coûteuse pour son entreprise laitière de 455 vaches.

La bête sera moins facile à manipuler lors du vêlage. Elle risque aussi d'être plus nerveuse, ce qui occasionne une perte de temps pour les employés devant la manipuler ou le vétérinaire appelé à la soigner.

Les gains en temps et en sécurité d'un troupeau calme sont énormes. « Les vaches d'un troupeau paisible peuvent produire 1000 kg de lait de plus qu'un troupeau stressé, c'est prouvé! » ajoute M. Pittet. Aussi, en mars 2011, l'éleveur n'a pas hésité à sauter dans un avion pour franchir les quelque 5000 km qui séparent son entreprise du Centre de recherches agroalimentaires du Pacifique, à Agassiz, en Colombie-Britannique. Cet établissement est l'un des 19 centres de recherche d'Agriculture et Agroalimentaire Canada répartis au pays. Et les recherches menées avec le concours d'experts de l'Université de Colombie-Britannique en font la Mecque internationale du bien-être des bovins laitiers.

À la suite de cette visite, M. Pittet compte désormais écorner ses génisses lorsqu'elles seront âgées de moins d'une semaine, avec une pâte caustique, un procédé beaucoup moins douloureux que l'utilisation du fer à chaud. Et l'éleveur discute avec son vétérinaire du meilleur sédatif à administrer aux jeunes bêtes. « L'animal veut se frotter pour se débarrasser de la pâte, qui picote; aussi il faut l'immobiliser pendant deux ou trois heures », explique-t-il.

En se promenant dans l'étable à stabulation libre de la Ferme Pittet, où les vaches déambulent entre les allées chargées d'ensilage et les quatre robots de traite, on remarque que certaines d'entre elles n'ont pas de queue. L'ablation a été

abandonnée à la ferme il y a trois ans. Question d'image sociétale : « Lors de visites à la ferme, les enfants nous demandaient pourquoi les vaches n'avaient pas de queue. On s'est dit que les vaches naissaient avec une queue et devaient mourir avec », raconte M. Pittet. De plus, d'après une recherche financée par Les Producteurs laitiers du Canada, cette manière de faire n'améliorait pas la propreté des vaches ni n'enrayait la mammite.

Selon M. Pittet, « les éleveurs qui ne se préoccupent pas de bien-être animal ne resteront pas en affaires ». Mais il déplore l'attitude de certains groupes de pression et dit avoir été profondément heurté par les propos de M. Laraque. Il est assis en compagnie de Steve Adam, expert en production laitière, confort et bien-être des animaux à Valacta, et la discussion sur ce sujet va bon train. « C'est comme si ces groupes refusaient de connaître notre réalité », ajoute le producteur.

Le possible retour obligatoire des vaches aux pâturages préoccupe M. Pittet. « Les gens associent les vaches aux prés », dit-il. Des pays comme la Suède en font une exigence. Et le géant du gouda, la coopérative FrieslandCampina, des Pays-Bas, encourage fortement ses éleveurs à faire brouter leurs troupeaux dans les champs. L'abandon des pâturages a permis un meilleur contrôle de l'alimentation et un plus grand confort des bêtes, à l'abri des insectes et de la canicule. Résultat : une plus grande productivité. Pour ce faire, les producteurs ont investi et mécanisé leurs étables. « Dans les étables à attaches, les bêtes ne sont pas libres de leur mouvement. S'il y avait obligation de retour aux pâturages, ces investissements seraient moins performants, tout comme les animaux », croit M. Pittet. ►



Olymel et le bien-être animal

Chrono en main, D^r El Oualid Benabid regarde défilier les poulets sur la chaîne d'abattage de l'abattoir et usine de découpe de volailles Flamingo Olymel, situé à Saint-Damase. Près de lui, des employés accrochent les oiseaux vivants par les deux pattes aussitôt que ceux-ci sont extirpés de leurs cages de livraison.

Les bêtes sont étonnamment calmes. Une fois qu'elles sont tête en bas, leurs poitrines frottent le long d'un panneau de plexiglas, ce qui procure l'effet d'une dernière caresse.

Puis leurs têtes plongent une fraction de seconde dans un bain d'eau salée, où elles sont légèrement électrocutées.

« Le courant électrique perturbe l'information du cerveau, qui est le centre de la douleur. C'est une forme d'anesthésie », explique D^r Benabid. Stop chrono. Aucune bête sur les 500 comptées n'a été mal insensibilisée. Ces poulets inertes poursuivent leur dernier voyage vers la saignée. Son chrono en main, l'homme mesure à nouveau. L'opération a réussi sur tous les oiseaux. Que ce soit à « l'assommoir » ou à « la saignée », D^r Benabid, appliquant les normes de l'industrie, ne tolérera pas que plus de 5 oiseaux sur 500 – soit 1 % des bêtes – ne passent pas ces deux points critiques haut la main. Si c'est le cas, l'usine doit remédier au problème... sur-le-champ.

À 42 ans, cet Algérien d'origine, arrivé au Québec en 2001, est entre autres l'auditeur interne en bien-être animal chez Olymel, le plus important producteur-exportateur de viande au pays. Médecin vétérinaire diplômé de l'Université des sciences vétérinaires d'Alger en 1994, El Oualid Benabid n'a pas peur des défis. Il a recommencé son cours à la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal pour décrocher son

nouveau diplôme en 2005. Et depuis janvier 2006, il audite le bien-être animal pour les trois abattoirs de volailles et les trois abattoirs de porcs du géant agroalimentaire du Québec.

« Je suis un genre de *coach* », dit humblement le principal concerné. Il est un des rares Canadiens à être un auditeur agréé par l'organisation américaine PAACO (Professional Animal Auditor Certification Organization). Il a été formé en 2009 par la gourou nord-américaine du bien-être animal, Temple Grandin (voir l'encadré de la p. 47). Son rôle est crucial : il prépare les usines aux audits externes, assure le suivi des correctifs et travaille en étroite relation avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). Régulièrement, lors de cette visite, nous croisons des employés de l'Agence, affectés en permanence à l'usine.

Le boulot des quelque 300 employés est sous haute tension. L'usine est entre autres le fournisseur du Colonel Sanders. Ce dernier ne se contente pas des audits internes supervisés par D^r Benabid. Une fois par année, le géant du poulet frit délègue une équipe d'auditeurs indépendants, la société américaine Silliker. Les conséquences commerciales d'un examen raté pourraient être désastreuses. « À la limite, si vous n'avez pas apporté les correctifs nécessaires, un client peut rompre un contrat. Il ne courra pas le risque de mettre sa réputation en jeu si

le problème se retrouve sur la place publique », tranche D^r Benabid. Et il ajoute : « Cela n'est jamais arrivé à Olymel ».

Selon le vétérinaire, « la question du bien-être animal relève d'une chaîne dont les acteurs – producteurs, transporteurs et abattoirs – sont de plus en plus sensibilisés ». C'est aussi un domaine en constante évolution.

Après avoir quitté l'usine de Saint-Damase, nous nous dirigeons rapidement vers l'usine Unidindon, à Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, propriété d'Olymel et d'Exceldor. Depuis quatre mois, les gros oiseaux sont insensibilisés dans une chambre d'anesthésie au CO₂, au lieu de l'anesthésie électrique utilisée avec les poulets – un investissement total de quatre millions de dollars. Les volatiles, très calmes, ne quittent plus leurs cages de livraison. Celles-ci sont acheminées sur un convoyeur qui traverse une immense boîte métallique. À l'intérieur, on contrôle l'injection soporifique de gaz carbonique. Et à l'autre bout, les bêtes ressortent inanimées. « Prenez-en un! » m'ordonne D^r Benabid. Le gros oiseau pèse entre 6 et 7 kg. Mais certains dindons peuvent peser jusqu'à 18 kg. « Imaginez s'il se débattait! », poursuit mon guide. Compris : accrocher un dindon vivant par les deux pattes, c'est du sport! En ne se débattant plus, les costauds volatiles ne risquent plus de se briser les ailes ou d'abîmer leurs précieuses poitrines. Une fois accrochés, les dindons font le même dernier voyage que leurs petits cousins ailés, avec les mêmes points critiques dans l'abattoir. En plus d'améliorer les conditions de travail des employés, le nouveau système d'anesthésie au gaz fait économiser des kilos de viande autrefois perdus. Stop chrono. En quittant D^r Benabid à l'entrée de cette usine, on comprend que la meilleure définition du bien-être englobe celui de l'animal, de l'humain et de l'économie. ►

Temple Grandin, gourou du bien-être animal

« La nature est cruelle. Mais les animaux que nous mangeons méritent tout notre respect. Et nous devons nous assurer qu'ils n'ont pas peur et qu'ils ne souffrent pas! » affirme Temple Grandin. Lorsque McDonald's, PFK et autres géants de l'agroalimentaire sont devenus la cible d'activistes, l'industrie nord-américaine de la viande s'est tournée vers cette femme exceptionnelle pour améliorer ses pratiques. Mme Grandin souffre d'autisme, une maladie qui se caractérise par un repli sur soi et une perte de contact plus ou moins importante avec l'extérieur. C'est en travaillant sur le ranch de sa tante, au Texas, que la toute jeune fille voit pour la première fois des vaches immobilisées dans une cage de contention pour y être vaccinées. Elle remarque que l'étreinte d'acier tranquillise les bêtes. Elle l'essaie et se fabrique même une cage à sa taille avec des panneaux de bois pour calmer ses propres angoisses. Sa machine l'aide à devenir « plus sociable ». Mme Grandin est devenue la gourou du bien-être animal grâce à sa capacité de se mettre dans la peau des animaux. Brillante mathématicienne, elle redessine, lors de son projet de maîtrise, les installations d'un abattoir après avoir découvert que les bovins se déplacent en cercle. Pour l'entreprise, cela favorise un mouvement fluide des bêtes, une économie de temps et d'argent. L'étudiante publie ses travaux de recherches dans le journal *Arizona Farmers*, ce qui contribuera à la faire connaître. Encore aujourd'hui, Mme Grandin n'hésite pas à se mettre à quatre pattes lorsqu'elle visite un abattoir afin de détecter un courant d'air, une porte qui claque, un boulon qui dépasse, ou tout objet ou circonstances susceptibles de faire peur aux bovins et aux porcs, ou encore tout ce qui pourrait entraver leur déplacement. C'est à elle que l'on doit le principe d'abattre les animaux « humainement ». Et aujourd'hui, plus de la moitié des installations d'abattage en Amérique du Nord sont conçues selon ses travaux. L'experte enseigne les sciences animales à l'Université du Colorado et donne régulièrement des conférences au Canada.



Le bien-être animal, une définition en cinq points :

- Ne pas souffrir de faim et de soif
- Ne pas souffrir de contrainte physique
- Être indemne de douleurs, de blessures et de maladies
- Avoir la liberté d'exprimer des comportements normaux
- Être protégé de la peur et de la détresse

Source : Conseil national pour les soins aux animaux

¹ « Le bien-être animal et l'élevage porcin », Martin Ménard, Utili-Terre, mai 2011.



PHOTO : NICOLAS MESLY

« Nous ne prévoyons pas modifier nos installations actuelles, mais plutôt abolir les cages de gestation lors de la construction de nouvelles porcheries, ceci pour répondre à une certaine demande du marché », explique Catherine Michaud, agronome, secteur porcin à La Coop fédérée.

Deux très importantes entreprises nord-américaines (Smithfield et Maple Leaf) ont annoncé qu'elles exigeraient de leurs fournisseurs une élimination graduelle des cages d'ici 2017. De son côté, le Manitoba Pork Council a annoncé (2011) qu'il encouragerait les producteurs à renoncer aux cages de gestation d'ici 2025.

« La situation économique actuelle des producteurs ne permet pas d'envisager les investissements requis afin de faire la transition, pour les truies, des cages vers les parcs. Toutefois, si le consommateur est prêt à payer, nous répondrons présents », dit Normand Martineau, responsable du dossier bien-être animal à la Fédération des producteurs de porcs du Québec (FPPQ).

Selon l'agroéconomiste Daniel-Mercier Gouin, professeur à l'Université Laval et membre du Groupe de recherche en économie et politique agricoles (GREPA), qui cite une étude américaine, le rejet de la cage de gestation entraîne « une hausse des coûts de production de 9 % ».

« Est-ce qu'il y a un système meilleur qu'un autre? Est-ce que la productivité est compromise? Les truies se battent en groupe. Il ne faudrait pas qu'au nom de la liberté de mouvement on se retrouve avec des animaux blessés », dit par ailleurs

Truies élevées en cages ou en parcs?

« La notion de bien-être animal est déjà intégrée dans le cahier de charge du porc La Coop », explique Étienne Hardy, premier directeur, Service de la production porcine à La Coop fédérée. Ce cahier met l'accent sur les bonnes pratiques en ce qui a trait à la manipulation et le transport des animaux ainsi qu'aux conditions d'élevage. L'évolution de ce dossier, incluant l'abolition des cages de gestation, se fera selon la demande des consommateurs et selon la capacité technique et financière des 150 éleveurs de la filière, insiste M. Hardy. Le réseau La Coop commercialise actuellement 1,2 million de porcs et vise à mettre 2 millions de bêtes en marché.

Marie-José Turgeon, spécialiste de l'alimentation et du bien-être pré-abattage au Centre de développement du porc du Québec (CDPQ). Elle indique que des résultats de recherche seront publiés sur cette question dès l'automne 2011.

Outre la notion de liberté de mouvement, l'autre grande question soulevée par le bien-être animal porte sur les pratiques douloureuses, comme la castration. « Nous cherchons une solution de rechange à cette pratique. En Europe, les éleveurs castrant leurs bêtes par injection, un procédé qui n'inflige pas de douleur », indique Mme Turgeon.

Pour le professeur Gouin, le bien-être animal peut représenter une occasion de nouveau marché pour les entreprises innovatrices... jusqu'à ce qu'il devienne la norme.



PHOTO : NORMAND BLOUIN

AILLEURS DANS LE MONDE

L'interdiction des cages de gestation a commencé en Angleterre, en 2003. Joint par courriel à Londres, Stewart Houston, président de la National Pig Association, indique que les producteurs anglais ont fait la conversion des cages en parcs pour un coût oscillant entre 460 et 935 \$ par truie. Ce coût inclut la mise en place d'un système d'audit indépendant des pratiques de bien-être animal chez les éleveurs. Cela pour rassurer les consommateurs, d'une part, et de l'autre pour éviter une surenchère d'exigences entre les grandes chaînes d'alimentation, telles Tesco et Sainsbury.

L'Angleterre est autosuffisante à 50 % en viande de porc, et les importations proviennent surtout du Danemark et de France. Ce pourcentage d'autosuffisance n'a pas tellement changé depuis 2003, début de la transition aux cages de gestation. D'autres facteurs que le bien-être animal – comme les taux de change, de nouvelles règles environnementales, les maladies – ont aussi influé sur la rentabilité des élevages.

Les cages de gestation seront interdites pour tous les producteurs de l'Union européenne à partir du 1^{er} janvier 2013. Selon M. Houston, plusieurs pays ne pourront pas respecter cet échéancier, faute de rentabilité du secteur, notamment la France et l'Espagne, où « à peine 20 % des producteurs se sont convertis ». Ce pourcentage est de « 70 % pour l'Allemagne et le Danemark », dit-il.

Aux États-Unis, l'Oregon, la Floride, la Californie et l'Arizona ont tous voté des lois pour interdire les cages de gestation. « Remarquez que ces États ne sont pas de grands producteurs de porcs », dit Renée Bergeron, spécialiste en bien-être animal et directrice du Collège d'agriculture d'Alfred, en Ontario. ■

Certification bien-être animal dans les élevages de porcs

Les producteurs de porcs québécois ont jusqu'au 1^{er} janvier 2012 pour faire certifier leurs entreprises en vertu du Programme bien-être animal (BEA). Ce programme sera fusionné à celui de l'Assurance qualité canadienne (AQC) qui porte sur la salubrité des élevages. « Les consommateurs canadiens veulent s'assurer que les producteurs de porcs prennent bien soin de leurs animaux, signale Jurgen Preugschas, président du Conseil canadien du porc. La fusion des programmes BEA et AQC renforcera la position du porc canadien et des producteurs de porcs du Canada. Cela permettra en outre de simplifier la documentation, l'inscription et le processus de validation pour tous les intervenants. »

Selon Normand Martineau (photo ci-contre), responsable du dossier bien-être animal à la FPPQ, 70 fermes sur 800 sont certifiées. Il estime que 50 % de la production québécoise satisfait à ces normes. La FPPQ prévoit lancer une campagne de sensibilisation pour que le maximum d'entreprises soient certifiées d'ici la fin de l'échéancier. Cette autodéclaration sur le bien-être animal sera obligatoire pour obtenir l'accréditation AQC.



PHOTO : NORMAND MARTINEAU

Les poules libres pondent des œufs plus coûteux

Serge Lefebvre produit des œufs provenant de poules élevées en cages « conventionnelles », free range et biologiques. Les producteurs d'œufs du Canada, dit-il, peuvent répondre à la demande. Mais il y a un prix : les œufs bio se vendent deux fois plus cher que les œufs ordinaires. La croissance du marché bio est lente et ne représente que 1,5 % du marché québécois. Lors de notre passage, en pleine canicule, les poules préféraient rester à l'intérieur plutôt que sortir le bec à l'extérieur du poulailler.

L'éleveur juge « aléatoire » la récente entente historique survenue aux États-Unis entre les producteurs d'œufs de consommation (United Egg Producers) et le groupe activiste Humane Society. Celle-ci va permettre aux poules de jouir d'un espace de 124 à 144 po² chacune, soit près du double de l'espace dans les cages « conventionnelles ». « C'est une paix sociale qui n'est fondée sur aucune expertise scientifique et qui va coûter quatre milliards de dollars aux consommateurs américains », dit-il. Les producteurs d'œufs canadiens visent les mêmes normes de cages enrichies que les Européens, soit un espace de 116 po² par poule. Les producteurs outre-Atlantique devront se conformer obligatoirement à cette norme en 2012. Au Canada, il n'y a pas de date butoir. À noter que Les Producteurs d'œufs du Canada ont lancé en mai dernier une chaire de recherche sur le bien-être de la volaille à l'Université de Guelph.



Serge Lefebvre, membre du comité exécutif des Producteurs d'œufs du Canada et également deuxième vice-président de la Fédération des producteurs d'œufs du Québec.

PHOTO : NICOLAS MESLY